



AMBASSADE DE SUISSE
À CUBA

RD
27 XI *Ym*
LA HAVANE,
Apartado 3328
Tel. B-1522

B.12.- D/f

le 20 novembre 1958.

Lettre politique

Les élections générales
à Cuba.

Monsieur le Ministre Robert Kohli,
Chef de la Division des affaires
politiques,
Département politique fédéral,
B e r n e .

an									
Mois									
Jour									
EPD									
Ref. <i>P.A. 21. 31 HAVANE</i>									

Monsieur le Ministre,

On ne saurait mieux commenter les élections générales qui eurent lieu le 3 novembre dernier qu'en citant un article éditorial paru dans le New York Times du 7 de ce mois.

Après avoir rappelé que les Etats-Unis ont vu leur histoire étroitement liée pendant plus de cent ans à celle de Cuba et que les citoyens américains ont combattu pour aider ce pays à conquérir son indépendance, l'auteur relève qu'en Amérique latine bien des élections étranges ont eu lieu, mais qu'aucunes d'elles n'ont été tellement insensées. Quelle contradiction avec les déclarations du nouveau président élu selon lesquelles elles furent les plus claires que Cuba ait jamais eues. Il y avait différentes listes de candidats aux Chambres et quatre candidats à la présidence, dont deux de l'opposition. Un certain nombre d'électeurs se sont rendus aux urnes. En réalité, cependant, dit le journal, "toute la procédure électorale a été une honte (shame)". Des votations, poursuit-il, imposées dans un pays dont un tiers, sinon la moitié, du territoire se trouve en pleine guerre civile; où la liberté de presse, de réunion ou de parole n'existe plus; où une dictature brutale "comme on n'en a jamais vue de pareille en

Amérique latine" opposée à un peuple en rébellion, peuvent difficilement être considérées comme authentiques. Ont voté les membres appartenant à une bureaucratie corrompue, les ouvriers obéissant aux ordres d'employeurs ou de chefs de syndicats à la solde de Batista et très peu de citoyens intimidés et ayant perdu tout espoir. On sait déjà que le pourcentage des votants qu'on fera figurer officiellement atteindra et même surpassera 40%. Cependant, leur nombre effectif représente un pourcentage bien plus réduit. N'oublions pas qu'à Cuba le suffrage est obligatoire par la loi. Et le New York Times de conclure: "Il est fort douteux que le nouveau président, Dr. Andrés Rivero Agüero, puisse profiter de son élection, pas même avec l'aide de la force armée de Batista".

Tout autre commentaire serait superflu. On pourrait, il est vrai, écrire un roman volumineux sur ces élections et son contenu semblerait, pour qui ne vit pas à Cuba, le fruit de la fantaisie d'un auteur à sensation. Auprès de chaque siège électoral, on a voté par paquets de bulletins introduits dans les urnes avant, pendant ou à la fin du scrutin, avec le consentement des membres du collège électoral ou par force. Les certificats électoraux se vendaient à un ou deux dollars la pièce et servaient de gage pour de futures faveurs. Ceux qui n'avaient pas été retirés furent utilisés d'office. Chaque candidat à un poste appartenant à la coalition gouvernementale était libre de recueillir des votes partout et comme bon lui semblait. De là une guerre acharnée entre les candidats mêmes du parti de la coalition. Les élus d'ailleurs étaient déjà choisis d'avance. A l'heure actuelle, le Tribunal électoral supérieur constitué ad hoc n'a pas encore proclamé les résultats définitifs. Tâche extrêmement ardue celle consistant à arranger les résultats de façon à leur donner une apparence vraisemblable. Il n'est pas encore possible de donner des détails sur les votations des différents partis et candidats. On sait pourtant déjà que la coalition gouvernementale aura la majorité absolue dans les deux Chambres. Ces dernières, afin de déclarer le chapitre "élections" clos, viennent de voter une loi déclarant

la procédure électorale terminée, avec défense de présenter n'importe quel recours. Les carnets électoraux seront retournés aux offices d'état civil compétents.

La situation.

La situation de ce pays devient de jour en jour plus grave. Les forces rebelles, bien qu'insuffisamment équipées et armées, gagnent en force et, ce qui est plus important, jouissent d'un appui croissant de la part de la population. Les escarmouches sanglantes et les rencontres entre les rebelles et les forces de l'armée sont journalières et sèment de nombreuses victimes de part et d'autre. Les habitants de la province d'Oriente, la plus riche et la plus peuplée de l'île, sont "fidélistes" à 98%. Tout le trafic, routier et ferroviaire, dans la moitié orientale de l'île est pratiquement paralysé. Il y a donc lieu de craindre que le ravitaillement de la capitale en souffrira, la viande et bien d'autres produits agricoles provenant des zones contrôlées par les insurgés. Il faut aussi s'attendre à une sensible augmentation du coût de la vie. Même les liaisons aériennes deviennent de plus en plus difficiles. La presse internationale a rapporté le séquestre de trois ou quatre avions civils par les rebelles. L'un de ceux-ci, on le sait, est tombé dans une baie, faisant 17 victimes. Il existe de sérieux doutes quant aux responsables de ce désastre. On va jusqu'à prétendre que cet avion a été abattu par l'armée régulière. Le commerce intérieur est de plus en plus réduit. Les magasins sont vides et les hôtels enregistrent mois après mois de lourdes pertes. Plusieurs industries, celle du textile en particulier, ont déjà restreint leurs journées de travail, et même fermé quelques fabriques. Le malaise général ne fait qu'augmenter.

Depuis plus d'un an on répète que cette situation ne peut guère durer. Et pourtant elle dure. Il semble cependant - et c'est l'avis de diverses personnalités - que l'épilogue ne devrait pas tarder beaucoup. Je me garderai de faire des pronostics, car il est de plus en plus difficile d'obtenir des informa-

tions précises. Les bruits qui courent sont disparates et incontrôlables. Il paraîtrait que l'armée, avec les armes qu'elle a pu obtenir (Grande-Bretagne, République Dominicaine et un petit lot en Italie) aurait décidé de déclencher une offensive d'envergure. Un nouveau recrutement de 7000 hommes vient d'être annoncé. On se demande si le mécontentement dans l'armée, obligée de livrer une guerre sans pitié contre des frères, et les lourdes pertes qu'elle subit ne finiront pas par provoquer une révolte au sein de celle-ci. Cette crainte est l'une des principales raisons qui, jusqu'à présent, ont empêché les forces gouvernementales de s'engager à fond. Comment le gouvernement pourrait-il maintenant courir ce risque? Ne s'agirait-il pas d'un coup de tête provoqué par le désespoir? Impossible de répondre à ces interrogatifs.

Il y a quelques jours, on a massacré à La Havane, non loin de l'Ambassade, un groupe de onze (chiffre énoncé officiellement alors que trente semble être le nombre réel) jeunes gens sortis de prison ou arrêtés sur place sans aucun jugement, à titre de représailles pour l'assassinat de six policiers par les insurgés.

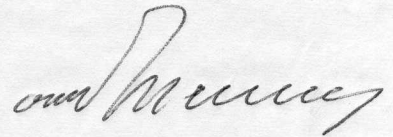
Le communisme.

Depuis quelques mois déjà, les offres d'aide économique et de crédits faites par l'URSS à différents pays de l'Amérique latine (Argentine, Brésil, Chili etc.) se succèdent. Les rencontres d'hommes d'état latino-américains sont toujours plus nombreuses et les demandes d'aide de ces pays aux Etats-Unis se font de plus en plus insistantes. La cause en est évidemment l'infiltration du communisme. Les masses pauvres et dépourvues qu'on rencontre partout dans ces régions représentent sans doute une matière facilement inflammable au contact des théories anticapitalistes et sociales préconisées par la doctrine communiste. Un article dû à la plume de M. Boris N. Ponomarev, publié à Moscou dans le journal "Komunist" et reproduit dans le New York Times, est une preuve des plus évidentes que ce danger existe. On y relève entre autre la satisfaction des Soviets pour les progrès faits par le

communisme dans le monde, et particulièrement en Amérique latine. On note que la position des Etats-Unis dans cette partie du monde est toujours forte, mais que son prestige y est en baisse. On mentionne le nombre des adhérents au parti communiste qui surpasseraient déjà les 360.000. Enfin, on ajoute que l'ascendant du communisme dans la lutte de libération et d'affranchissement contre les dictatures est inestimable.

En ce qui concerne tout spécialement Cuba, il est hors de doute, comme je l'ai déjà relevé à maintes occasions, que le communisme, bien que déclaré hors la loi, ne manque pas de marquer sa présence. Cependant, à l'heure actuelle, on ne peut pas dire, surtout dans la lutte contre le Général Batista, que le communisme ait beaucoup à dire, bien que le gouvernement clame jour après jour que celle-ci soit menée par lui. La preuve en est que tous les groupes constituant le Front Civique Révolutionnaire de lutte contre la tyrannie ont signé un accord à l'exclusion des communistes. A simple titre d'orientation et me dispensant d'en faire une traduction, je joins en annexe à cette lettre les photocopies de ce qu'on appelle le Pacte de Caracas et d'une lettre, accompagnée d'un très vaste programme du parti communiste, où il se plaint de ne pas avoir été appelé à faire partie du front civique.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma considération distinguée.



Annexe (en un seul exemplaire,
n'ayant pu m'en procurer
d'autres)